

## Organisation d'une chaîne humaine tri-nationale contre les réacteurs nucléaires de Tihange 2 et Doel 3

Par Marie France Deprez<sup>1</sup>

Le recto d'un des tracts/affichettes diffusés par [www.reaction-enchaine-tihange.eu](http://www.reaction-enchaine-tihange.eu), 7 mai 2017.

### Origine de l'idée

Chaque année, à l'occasion des anniversaires de Fukushima et Tchernobyl<sup>2</sup>, on organise en Belgique, comme ailleurs dans le monde, des manifestations contre l'utilisation de l'énergie nucléaire et pour la fermeture des centrales. En Belgique, ces rassemblements sont généralement organisés près des sites des centrales de Doel et de Tihange et se déroulent donc à Anvers, Huy ou Liège, parfois à Bruxelles. Depuis plusieurs années, des revendications plus précises se sont exprimées pour réclamer la fermeture des réacteurs dénommés Tihange 2 et Doel 3 (T2 et D3), présentant des risques plus spécifiques.

À la fin de l'année 2016, le mouvement allemand AAA (Aachener Aktionsbündnis gegen Atomenergie) voulait organiser une action d'envergure et utiliser une nouvelle façon de manifester pour frapper l'opinion publique. De là est née l'idée de former une chaîne humaine entre Aachen et Tihange, en passant par Maastricht, une chaîne de 90 kilomètres. Adopter cette proposition, c'était accepter une lourde organisation, nécessaire pour obtenir une large mobilisation.

<sup>1</sup> L'une des « actrices de terrain » de cette mobilisation.

<sup>2</sup> En avril 1986, a eu lieu l'un des premiers accidents majeurs dans une centrale nucléaire. C'était à Tchernobyl en Ukraine, à 110 kilomètres de Kiev, la capitale. L'accident était dû à une augmentation incontrôlée de la puissance d'un réacteur qui a conduit à la fusion du cœur. Jusqu'à aujourd'hui, l'accident ne peut pas être considéré comme circonscrit. L'accident a provoqué le décès de nombreuses personnes, le déplacement de 200 000 autres et l'augmentation du nombre des cancers dans la région. Aujourd'hui encore, des enfants y naissent avec des malformations. Un nouveau sarcophage de béton a été placé sur le réacteur en 2016. En 2011, c'est au Japon à Fukushima qu'a eu lieu, suite à un tremblement de terre et à un tsunami, un accident nucléaire majeur, toujours pas circonscrit non plus. Dans ce cas aussi, il a fallu déplacer beaucoup de monde et les conséquences sont très importantes : aussi bien sur le plan sanitaire pour la population que sur le plan environnemental (concernant notamment le problème du stockage des terres et des eaux contaminées). Le démantèlement de la centrale devrait durer quarante ans.

Il existe de nombreux ouvrages sur Tchernobyl et Fukushima, certains scientifiques, d'autres plus idéologiques. Citons *La supplication* de Svetlana Alexievitch sorti en 1997, une rencontre avec de nombreuses victimes à différents degrés de l'accident de Tchernobyl. Le réalisateur belge Alain de Halleux a tourné plusieurs films à propos de ces accidents : *Tchernobyl for ever* (2011), *Récits de Fukushima* (2012), *Welcome to Fukushima* (2013), *Beyond the Waves* (2018), sans oublier *RAS nucléaire, rien à signaler* qui, en 2009, dénonçait les conditions de travail dans les centrales et le recours à des sous-traitants.

Dans une telle action, il ne s'agit pas seulement de mobiliser un très grand nombre de personnes, il faut aussi répartir les participants tout le long du parcours. Dès que l'idée a été proposée, un « groupe de base » s'est constitué et a décidé de se réunir chaque premier samedi du mois à Bruxelles, et ce, jusqu'à la date de l'événement fixée au 25 juin 2017. Ce groupe était principalement constitué de collectifs anti-nucléaires allemands (comme les AAA), néerlandais (comme Wise) et belges (comme Fin du nucléaire, Nucléaire Stop Kernenergie, 11 maart-beweging, Greenpeace,...), et dès le départ, de quelques citoyens motivés n'appartenant à aucune structure. Le groupe initial était majoritairement constitué de militants anti-nucléaires qui depuis de nombreuses années menaient des actions de différents types pour l'arrêt de l'utilisation de cette énergie : des manifestations, des conférences, des débats, des pétitions, voire des actions en justice<sup>3</sup>.

La décision d'initier une chaîne humaine tri-nationale a nécessité d'élargir le groupe initial, et de ce fait, des contacts ont été pris en Belgique avec des associations de protection de l'environnement [Les Amis de la Terre, Eco c'est Logique (un des groupes de réflexion de Tout Autre Chose)...] et des partis politiques accordant une place plus ou moins importante aux questions écologiques [Ecolo, Ecolo-J, LCR (aujourd'hui, Gauche anticapitaliste), Parti Communiste, Parti Humaniste, PSL, PTB, VEGA...]. Après un premier contact par mail, une réunion de rencontre leur a été proposée le 18 avril 2017 à Bruxelles. Par la suite, certains de ces partis et associations ont continué à participer régulièrement aux réunions, d'autres ont simplement gardé des contacts en commençant une mobilisation dans leurs rangs. Il faut cependant constater que pour plusieurs d'entre eux, la mobilisation ne s'est faite qu'à l'approche de l'action, un peu comme s'ils avaient eu besoin de « le voir pour le croire ».

Pour la préparation effective, les Allemands ont très vite fait référence à une précédente chaîne humaine organisée dans le Nord de l'Allemagne à laquelle avait notamment pris part l'organisation expérimentée : Ausgestrahlt (« ensemble contre l'énergie atomique »). Cette chaîne du 24 avril 2010, contre la politique nucléaire du gouvernement fédéral allemand, avait rassemblé quelque 120 000 participants sur 120 kilomètres<sup>4</sup>. Du fait de cette expérience, ils disposaient d'estimations chiffrées relatives au nombre de personnes nécessaires par kilomètre, d'informations sur les méthodes à utiliser pour les inscriptions, etc. L'organisation reposait à la fois sur des supports numériques (comme un site explicatif, une adresse mail générale en quatre langues pour les inscriptions ou un compte « google account » pour les échanges de documents) mais aussi sur de réels bureaux et même sur l'engagement de permanents (deux en Allemagne, un aux Pays-Bas et trois en Belgique, un néerlandophone et deux francophones). Un compte bancaire avait aussi été ouvert de façon à gérer de manière centralisée les aspects financiers de l'événement.



Les chaînes humaines ne sont pas un moyen réellement nouveau de manifester. Par exemple, en Belgique, il y a eu le 29 avril 1984, une chaîne humaine organisée à Florennes à l'initiative du CNAPD (Comité national d'action pour la paix et le développement), de VAKA (Vlaams Aktiekomitee tegen Atoomwapens) et du CLSR Florennes (Comité de lutte pour la sauvegarde de la région de Florennes), avec pour mot d'ordre : « Pas de missiles, à Florennes, ni ailleurs. Pas de militaires étrangers. Arrêt des travaux et du financement ». Et le 4 octobre 2015, Nucléaire-Stop-Kernenergie a aussi organisé l'encercllement des bâtiments d'ENGIE Electrabel à Bruxelles par une chaîne humaine.

<sup>3</sup> Par exemple, la requête déposée devant le tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Bruxelles, par l'asbl Nucléaire-Stop-Kernenergie en décembre 2015, demandant la suspension provisoire de l'exploitation de Doel 3 et Tihange 2 par Electrabel.

<sup>4</sup> Cette chaîne avait par ailleurs été soutenue par de nombreux politiciens, dont l'ex-ministre de l'environnement, Sigmar Gabriel (SPD). Voir notamment : <https://www.youtube.com/watch?v=iENKYiVMWFE>.

## La mobilisation

Le travail de ces bureaux consistait notamment à centraliser les inscriptions (celles-ci pouvant se faire individuellement ou par groupes), à reprendre contact avec les personnes inscrites pour leur indiquer le lieu de rendez-vous et à organiser les conférences de presse (avant et après l'événement). Parfois, il a fallu convaincre des participants de se déplacer loin de chez eux pour pouvoir les répartir tout le long du tracé. Cela s'est fait par la force de la conviction.

On a pu lire parmi les critiques que certains kilomètres n'étaient pas complètement « remplis » (même si prévoyants, les gens avaient apporté des bannières, des écharpes... toutes sortes d'objets pour allonger la chaîne), mais il ne faut pas oublier qu'à certains endroits, à Tihange, au centre de Liège par exemple, le long des quais de la Meuse, il pouvait y avoir plusieurs rangs de chaîne. À Liège, je pense que cela peut facilement s'expliquer :

certain participants venaient d'Anvers, de Bruxelles, d'Arlon, du Grand-Duché de Luxembourg, voire d'Allemagne ou des Pays-Bas et beaucoup arrivaient en train. Il est donc permis de supposer que plusieurs d'entre eux n'ont plus eu le temps ni l'envie d'encore allonger leur trajet vers la banlieue. Cela permet de se rendre compte de la grande difficulté de réaliser un tel projet : il fallait non seulement mobiliser un grand nombre de personnes, dont certaines participaient pour la première fois à un tel rassemblement, mais aussi convaincre les « habitués » des manifestations, qui étaient parfois désorientés par la forme atypique du rassemblement.



Photo d'une partie de la chaîne humaine du 25 juin, avec quelques drapeaux du mouvement « Tout Autre Chose ».

Une grande partie de la couverture médiatique a salué le succès de cette chaîne humaine. Dans certains journaux, on a pu lire que les Allemands étaient plus nombreux que les Belges, que ces derniers ne représentaient que 20 % de la chaîne. Il faut le reconnaître (et cela l'a été lors de la conférence de presse qui a suivi la manifestation), les Allemands étaient nombreux et il me semble qu'on ne peut que les remercier d'avoir accepté de se déplacer parfois très loin de chez eux. Dès le début, on savait que la mobilisation en Belgique serait plus difficile<sup>5</sup>. C'est en partie ce qui avait motivé la décision d'organiser en Belgique des « kilomètres mixtes » composés d'Allemands, de Belges et de Néerlandais ; décision qui marquait aussi la volonté de faire de cette manifestation, une manifestation de l'Euregio<sup>6</sup>. Il n'empêche que la chaîne humaine tri-nationale fut effective. Au final, ce qui compte c'est la mobilisation générale et la participation qu'elle a générées. Il faut noter qu'il s'agit, jusqu'à ce jour, d'une des plus grandes mobilisations contre le nucléaire en Belgique et qu'elle mobilisa un nombre de Belges plus important que n'importe quelle autre précédente manifestation contre le nucléaire.



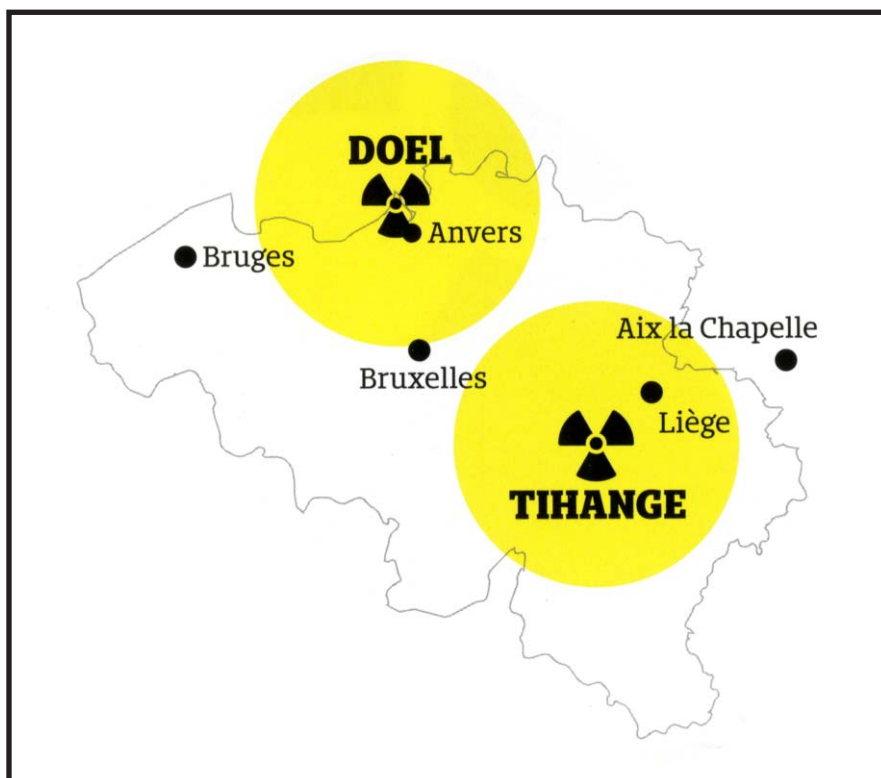
Détail d'une des bannières utilisées lors de la chaîne du 25 juin 2017.

<sup>5</sup> Cela tient sans doute à l'histoire du mouvement anti-nucléaire en Allemagne, à ses victoires et à la pérennité de la lutte contre le centre de stockage de Gorleben. Depuis cette dernière, des « groupes de base » se sont constitués qui continuent de porter les revendications contre le nucléaire. Frédéric Lemaître, « Le mouvement anti-nucléaire, une histoire allemande », *Le Monde*, 10/11/2010, [En ligne] [https://www.lemonde.fr/europe/article/2010/11/09/le-mouvement-anti-nucleaire-une-histoire-allemande\\_1437846\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2010/11/09/le-mouvement-anti-nucleaire-une-histoire-allemande_1437846_3214.html).

<sup>6</sup> L'Euregio Meuse-Rhin est une coopération transfrontalière qui existe depuis 1976 et qui recouvre les zones géographiques du district de Cologne en Allemagne, de la province du Limbourg aux Pays-Bas et des provinces de Liège et du Limbourg ainsi que la communauté germanophone en Belgique.

## Le tracé

Dans les coulisses de cette action, un autre travail extrêmement important et difficile a été de définir le tracé de la chaîne. Réaliser un premier tracé « théorique » sur une carte de géographie n'était déjà pas simple : faire en sorte que la chaîne passe par des endroits ni trop déserts ni trop dangereux, veiller à ce que le trajet soit le plus direct possible, etc. Une fois sur papier, chaque kilomètre a ensuite dû être discuté avec les autorités communales (régionales et provinciales parfois) et avec les services de police. Des trajets ont été refusés, il a fallu les modifier et les présenter à nouveau aux autorités. Après avoir déterminé le tracé sur plan, il a fallu se rendre sur le terrain et repérer le trajet kilomètre par kilomètre de façon à se rendre compte des caractéristiques particulières (trottoirs étroits, nombre de rues traversées<sup>7</sup>, possibilité de parking ou pas<sup>8</sup>...). En Belgique, douze communes étaient concernées (onze francophones et une néerlandophone). Bref, tout cela a dû être pensé et organisé.



Détail d'un des tracts/affichettes diffusés par [www.stoptihange.org](http://www.stoptihange.org), s.d.

Il fallait aussi rechercher des personnes acceptant de tenir le rôle de « responsables de kilomètre » qui devraient accueillir les participants, les encourager à se répartir sur le parcours, rappeler les règles de sécurité, être en contact avec le bureau central à Liège pour prendre la « température de la chaîne », compter les participants, avoir le numéro de téléphone des secours, etc. En principe, ces responsables avaient reçu une formation, mais il est arrivé que certains soient désignés en dernière minute. Si j'en parle, c'est que ce fut mon cas. À la veille de l'action, comme je n'avais pas eu de formation, j'étais inquiète mais ce fut une expérience enrichissante, j'étais responsable avec un militant allemand dans la banlieue de Liège. Accueillir les participants était très encourageant car alors qu'on les remerciait d'être là, eux nous remerciaient d'agir, certains chantaient, les bannières et les drapeaux « Stop nucléaire » fleurissaient et des échanges avec les riverains naissaient.

## Stopper T2 et D3

Comme cela a été dit, dès le début de l'initiative, un des objectifs a été d'élargir le nombre d'organisations prêtes à participer. L'un des enjeux était de convaincre toutes ces associations et partis de se concentrer sur la fermeture des réacteurs Tihange 2 et Doel 3.

Il est peut-être utile de rappeler ici que la Belgique compte, sur son territoire, deux centrales nucléaires (Doel et Tihange) avec au total sept réacteurs. Le premier à avoir été mis en fonctionnement est celui de Tihange 1 en 1975, rapidement suivi par les deux premiers réacteurs de Doel (le début de leur construction remontant à 1969-1970) et le dernier est Tihange 3 mis en fonctionnement en 1985, peu de temps après Doel 4. Il faut ajouter qu'il existe aussi d'autres types de centres nucléaires en Belgique comme le Centre d'étude de l'énergie nucléaire à Mol<sup>9</sup> et l'Institut national des radioéléments à Fleurus en charge du nucléaire médical.

<sup>7</sup> En Belgique, par ordre de police, la chaîne devait être interrompue à chaque carrefour.

<sup>8</sup> Même si l'on encourageait les participants à utiliser les transports en commun, nous savions que des groupes viendraient en voiture et même en car.

<sup>9</sup> Ou StudieCentrum voor Kernenergie (SCK) en néerlandais.



Photos de la chaîne humaine du 25 juin 2017 prises par la compagnie de théâtre Le Grandgousier.

En cas de disfonctionnement de ces installations, la population belge est donc très exposée aux risques nucléaires. Elle l'est encore plus si l'on considère les centrales situées à nos frontières (car les nuages radioactifs ne s'y arrêtent pas contrairement à ce que certains politiciens voudraient parfois nous faire croire). -Toutes proches, il y en a une à Borssele aux Pays-Bas, et trois en France, à Gravelines (département du Nord), à Cattenom (en Moselle), et bien sûr, à Chooz (dans le département des Ardennes). Actuellement en phase de démantèlement, le réacteur de Chooz A est un des plus anciens et il a fonctionné de 1967 à 1991. Quant aux réacteurs de Chooz B1 et B2, ils ont été mis en service en 1996 et 1997. De larges mouvements se sont opposés à ces réacteurs et c'est sans doute contre le réacteur de Chooz A que les premiers militants anti-nucléaires belges ont commencé à se mobiliser.

Dans le cas de la chaîne humaine, il est clair que le but était d'obtenir une fermeture immédiate des deux réacteurs présentant le plus de risques en raison des fissures détectées dans le métal utilisé pour la construction de leur cuve. À partir de 2012, l'examen approfondi de ces deux cuves, au moyen de nouvelles méthodes, a permis de mettre en évidence la présence dans le métal de nombreuses microfissures. Il s'agit en réalité de « bulles » d'hydrogène d'une très faible épaisseur, mais pouvant aller jusqu'à 18 millimètres de long. Les nombreux examens effectués depuis ont révélé la présence de plus de 13 000 microfissures. Elles fragilisent les cuves et plus encore lorsque ces réacteurs, souvent mis à l'arrêt, subissent un choc lors de la remise en fonctionnement. En juin 2017, Jean-Marc Nollet (député fédéral de la circonscription du Hainaut, chef du groupe ECOLO/Groen)<sup>10</sup> a révélé au parlement wallon le résultat d'études qui démontrent que le nombre de ces fissures augmente au fil du temps (70 fissures de plus, en deux ans). Le risque est réel et cela n'a rien de rassurant de savoir qu'un métal, présentant de telles caractéristiques, serait aujourd'hui rejeté pour construire des cuves de ce type.

Dans le cas de la chaîne humaine, des groupements, qui jusque-là s'étaient prononcés de façon générale sur le risque nucléaire et réclamaient l'abandon de ce mode de production énergétique, se sont trouvés amenés à affirmer la nécessité d'une action ciblée, précise et concrète : la fermeture de Tihange 2 et Doel 3. Rappelons que les Allemands, d'abord mobilisés autour de la fermeture de Tihange (proche de leurs frontières et particulièrement exposés dans la mesure où ils sont placés sous les vents dominants), ont été convaincus d'inclure Doel dans leurs revendications, à la suite de différentes réunions de concertation.

<sup>10</sup> Commission parlementaire du 7 juin 2017 – question V54.18408.

## LETTRE DE PRISE DE CONTACT

Chers amis,

Nous faisons partie du groupe « Stop-Tihange» et/ou de l' "Alliance pour la Chaîne Humaine".

Au cours des dernières années, vous avez soutenu notre groupe ([www.stop-tihange.org](http://www.stop-tihange.org)) ou d'autres actions anti-nucléaires.

En tant qu'alliance tri-nationale, nous avons réalisé de nombreuses actions dans l'Eurégio (Belgique – Allemagne - Pays Bas) et avons eu des succès considérables dans la mobilisation pour la demande de mise à l'arrêt de la centrale nucléaire de Tihange et d'autres centrales nucléaires.

Malheureusement, les deux réacteurs fissurés Tihange 2 et Doel 3 sont toujours en activité et menacent des millions de personnes dans le Benelux et l'Allemagne de l'Ouest.

C'est pourquoi nous avons décidé de faire une action de grande envergure pour augmenter la pression afin que les deux réacteurs nucléaires en mauvais état soient fermés : le 25 juin 2017, nous organiserons une chaîne humaine entre Tihange, Liège (B), Maastricht (NL) et Aachen (Aix-la-Chapelle, D).

Chaîne humaine signifie dans ce cas, que tout au long de cette distance de 90 km, des dizaines de milliers de personnes issues des trois pays et de trois régions linguistiques se tiennent par la main pour demander l'arrêt immédiat de Tihange 2 et de Doel 3 qui est dans le même état. (A ce sujet, jetez un œil à notre page [www.chain-reaction-tihange.eu](http://www.chain-reaction-tihange.eu))

Pour ce faire, nous nous sommes associés avec des groupes néerlandais et allemands et avons déjà commencé l'organisation de cette chaîne humaine.

Cependant, nous avons encore besoin de nombreuses autres associations intéressées par les questions écologiques et antinucléaires et qui voudraient participer à cette chaîne humaine et mobiliser en ce sens.

Vous pouvez soutenir l'action de diverses manières :

- Participation au travail dans notre 'Alliance pour la chaîne humaine'
- Aide par don en nature ou financier à notre Alliance
- Publicité pour la chaîne humaine sur votre page d'accueil et via vos réseaux
- Gérer un tronçon de la chaîne humaine et veiller à ce qu'il y ait suffisamment de personnes pour le remplir.

Nous aimerions vous présenter notre action. C'est pourquoi nous vous invitons à une réunion le samedi 18 février 2017 de 13h00 à 17h00 heures à la "Mort Subite" - Rue Montagne aux Herbes Potagères 7, 1000 Bruxelles. Si vous désirez participer, merci de bien vouloir envoyer un ou deux délégués à cette réunion. Si vous ne pouvez pas être présents mais que vous êtes intéressés par notre action, envoyez-nous un message ou proposez-nous votre soutien. L'alliance déjà existante pour l'organisation de la chaîne humaine se réunit tous les premiers samedis du mois de 13h00 à 17h00 heures à Bruxelles. Après inscription, vous serez aussi les bienvenus à ces réunions.

Meilleures salutations,

Pour la Belgique : Marc Alexander, Christian De Cock, Marie-France Deprez, Benoit Dupret, Ruth Kalf

Pour les Pays-Bas : Rob Hoenen

Pour l'Allemagne: Jörg Schellenberg, Walter Schumacher

<http://www.chain-reaction-tihange.eu>

[info@stop-tihange.org](mailto:info@stop-tihange.org)

## Nucléaire et renouvelable

Au-delà de la fermeture de Tihange 2 et Doel 3, des argumentations ont été développées pour convaincre les gens lors de cette mobilisation tri-nationale et la prise de conscience autour du risque nucléaire a commencé à progresser au sein de la population. C'est aussi un point très important puisque tant que la sortie du nucléaire sera freinée, le développement des énergies renouvelables le sera aussi. Je me souviens que c'était un des points de discussion quand les premières centrales ont été installées en Belgique (le début des constructions remontant à 1969, et les premières mises en fonctionnement, datant de 1975, cf. *Supra*). On savait que leur durée de vie était limitée (on parlait de vingt ans à l'époque), mais les responsables politiques nous disaient que l'on préparait la suite en menant des recherches sur le renouvelable. Aujourd'hui, quarante ans se sont écoulés et s'il y a eu des développements dans le renouvelable, ils sont loin d'être suffisants. Développer de nouvelles centrales coûterait trop cher, prolonger les anciennes est ce qu'il y a de plus simple et de moins coûteux, mais cela ralentit aussi le développement du renouvelable.

Les positions à propos de l'énergie nucléaire concentrent des contradictions loin d'être résolues dans nos sociétés. D'un côté, les partisans du nucléaire continuent de le présenter comme une énergie propre et rentable, permettant à notre société de continuer à vivre à son rythme effréné, laissant même entrevoir l'image idyllique d'une nouvelle croissance. À l'heure où le réchauffement climatique constitue le principal danger environnemental, le nucléaire a même été présenté comme « la solution ». La lutte contre le réchauffement climatique a permis aux partisans du nucléaire de nous leurrer, remettant en avant les avantages du nucléaire soi-disant propre. Il faut cependant répéter que si les centrales nucléaires par rapport aux centrales à gaz et à charbon n'émettent pas de CO<sub>2</sub>, l'ensemble de la filière nucléaire en émet bel et bien dans des quantités importantes depuis l'extraction du minerai jusqu'à la construction des centrales, en passant par leur entretien et lors du transport des minerais et des déchets. C'est ce combat qui est mené par le mouvement « Don't nuke the climate »<sup>11</sup>.

En fait, depuis des années, le nucléaire se vend et se présente à travers des informations pour le moins lacunaires, seule une partie du processus de production et d'exploitation est pris en considération. Par exemple, lorsqu'il est question de la rentabilité des centrales, on oublie d'évoquer une part immense du coût : celui de la gestion des déchets et l'on tait les problèmes liés aux conditions d'extraction (pollution des sites, travail des enfants, travail sans protection, guerres locales, etc.). En Belgique, c'est l'ONDRAF (Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies) qui doit gérer la question des déchets. Récemment, il a proposé d'enfouir les déchets hautement radioactifs à 200 mètres sous terre dans un lieu à déterminer, mais l'idée a été rejetée.<sup>12</sup> On peut donc dire qu'après plus de 40 ans d'exploitation des centrales, la question des déchets reste toujours d'actualité ! En France aussi ce problème est loin d'être réglé : ainsi par exemple à Bure, un site choisi pour l'enfouissement de tels déchets, la population et de jeunes militants résistent (certains ont d'ailleurs envisagé d'organiser une chaîne humaine).

Concernant les dangers que représente l'énergie atomique, les défenseurs du nucléaire expliquent les accidents majeurs par des conditions spécifiques (la politique soviétique pour Tchernobyl et le tsunami pour Fukushima !), mais le vrai risque est inhérent au combustible lui-même (l'énergie provient d'une réaction en chaîne qui doit être contrôlée et c'est là que réside le vrai danger). Les petits accidents et incidents sont souvent éliminés des discours politiques, économiques ou médiatiques. En Belgique, l'Agence fédérale du contrôle nucléaire (AFNC)<sup>13</sup> a déclaré neuf incidents en 2017 (quinze en 2016, seize en 2015, ce n'est pas rien ! même s'il s'agit d'incidents de niveaux 1 – simples anomalies – à 2<sup>14</sup>). En Belgique, l'accident le plus grave a eu lieu le 11 mars 2006 à l'Institut des Radioéléments (IRE) de Fleurus, un accident de niveau 4.

<sup>11</sup> Voir : <http://www.dont-nuke-the-climate.org>.

<sup>12</sup> Xavier Counasse, « Aucune décision sur les déchets nucléaires avant des décennies », *Le Soir*, 09/02/2018, [En ligne] <http://plus.lesoir.be/139345/article/2018-02-09/aucune-decision-sur-les-dechets-nucleaires-avant-des-decennies>.

<sup>13</sup> Agence à laquelle est confié le rôle de surveillance et de protection de la population, des travailleurs du secteur et de l'environnement contre les rayonnements ionisants.

<sup>14</sup> Selon l'échelle internationale des événements nucléaires. Celle-ci a été conçue par l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) et l'Agence pour l'énergie nucléaire en 1990, à la suite de l'accident de Tchernobyl. Cette échelle comporte huit niveaux, un niveau 0 qui correspond à un écart (c'est-à-dire une anomalie) mais qui ne présente aucune conséquence pour la sécurité ; de 1 à 3, les incidents ont une gravité variable qui peut impliquer des conséquences pour au moins un travailleur ; de 4 à 7, on parle d'accidents, les conséquences s'étendent au site au niveau 4, puis au-delà du site pour les niveaux 5 à 7. Ce dernier niveau correspond à un accident majeur comme ceux de Tchernobyl et Fukushima. L'accident de Three Mile Island en 1979 se situait au niveau 5 sur cette liste. Il en existe malheureusement beaucoup d'autres !

Par ailleurs, on oublie souvent de signaler l'absence de plan d'évacuation autour de villes comme Liège et Anvers, des zones très peuplées. Caché plus profondément encore, le lien intrinsèque entre les centrales et l'armement nucléaire est passé sous silence. Nous ne pouvons plus ignorer que c'est de l'uranium provenant de mines du Congo belge qui a servi pour la construction de la bombe larguée sur Hiroshima, ni qu'en compensation, la Belgique a été aidée dans son démarrage nucléaire.<sup>15</sup>

Un autre problème concerne le nombre de travailleurs qui se retrouveront sans emploi lorsque les centrales seront fermées, et ce, à une époque où le volume de personnes au chômage est si important. C'est pourquoi, grâce à des interventions notamment de l'organisation 11 maart-bewegging, il a été précisé que ces fermetures devraient être accompagnées de plans de réinsertion. Ce point a été noté dans tous les textes appelant à la chaîne.

## Suites et réflexions

Je commencerai par des réflexions critiques. Lorsque l'idée de mettre en place la chaîne humaine tri-nationale a été lancée, il avait été envisagé de contacter dans toutes les communes, tous les villages traversés, les groupes locaux qu'ils soient sportifs, culturels, folkloriques, d'entraide, etc. Aller dans les écoles pour présenter le projet avait également été envisagé. Mais dans le délai fixé, cela s'est avéré impossible. De ce fait, la chaîne n'a pas pu véritablement s'enraciner au sein de la population. Elle a certes constitué un mouvement d'ampleur de par la quantité de personnes mobilisées. De façon positive, elle a contribué et contribuera certainement à exercer une pression en faveur de la fermeture de T2 et D3 et elle a permis, comme on l'a déjà dit, de renforcer une conscientisation autour de cette problématique<sup>16</sup>. Toutefois, l'organisation de la chaîne s'est avérée être un événement ponctuel qui n'est pas parvenu à modifier profondément la connaissance que les gens ont du problème. Il faudrait donc, à mon sens, retourner vers les endroits où la chaîne est passée. Comme il faudrait reprendre contact avec les participants qui en ont manifesté le souhait. De cette façon, il serait possible de constituer de petits groupes prêts à se mobiliser pour de nouvelles actions, mais aussi et surtout, prêts à agir pour contrebalancer le discours rassurant des partisans du nucléaire, dont celui d'institutions soi-disant neutres et objectives, façon dont se présente par exemple le Forum nucléaire<sup>17</sup>. Il me semble important de souligner qu'un autre point à améliorer lors d'une prochaine action serait le contact avec les riverains. Il aurait fallu dans les zones habitées prendre contact avec les riverains avant l'action, ne serait-ce qu'en distribuant des toutes-boîtes pour informer sur les enjeux de la mobilisation. Cette option, un temps envisagée, a dû être abandonnée car elle aurait été trop coûteuse. Il est certain que ce travail en profondeur aurait beaucoup apporté et serait à développer lors d'une autre édition.

Plusieurs retombées positives de l'organisation de cette chaîne peuvent être citées : le rapprochement entre organisations anti-nucléaires des différents pays impliqués (dont les relations se poursuivent), la visibilité et l'impact médiatique de la chaîne par rapport aux autres manifestations antinucléaires déjà organisées en Belgique, et très certainement, son influence sur le vote de motions antinucléaires dans plusieurs villes (Liège, Dison, Verviers...).



Autocollant de l'asbl Fin du nucléaire (FDN), s.d. Plus d'info sur : <https://findunucleaire.be/echo/interpellation.htm>

<sup>15</sup> Luc Barbé, *La Belgique et la bombe : du rêve atomique au rôle secret dans la prolifération nucléaire*, Namur, Éd. étopia, 2012,

[En ligne : [http://www.etopia.be/IMG/pdf/barbe\\_def.pdf](http://www.etopia.be/IMG/pdf/barbe_def.pdf)].

<sup>16</sup> C'est, par exemple, un élément auquel on peut se référer dans les articles, les conférences, les débats à propos du combat anti-nucléaire.

<sup>17</sup> [www.forumnucleaire.be](http://www.forumnucleaire.be).

Le forum nucléaire belge est un portail d'information de référence à destination de la presse, du monde politique et du grand public à propos des questions nucléaires. Il compte douze membres parmi lesquels, on retrouve : AREVA ou ENGIE-Electrabel, des entreprises liées de façon directe à la production d'électricité.



Ceci mérite d'être souligné. Le 26 février 2018, le Conseil communal de Liège a voté une motion, introduite par le conseiller VEGA, François Schreuer, réclamant la fermeture immédiate des réacteurs de Tihange 2 et Doel 3. Le Conseil communal a aussi souligné son inquiétude vis-à-vis de questions posées au Fédéral et restées sans réponse. (Certaines ont depuis reçu un début de réponse : la question de l'accès aux pilules d'iode par exemple<sup>18</sup>.) La motion réclame aussi le respect de la sortie du nucléaire en 2025. Si le Conseil des ministres restreint (ou KERN) de mars 2018 a réaffirmé le respect de cette décision, il ne faut cependant pas oublier qu'en Flandre, le parti récoltant le plus de suffrages actuellement, la N-VA, est contre la sortie du nucléaire en 2025 et qu'il pourrait bien freiner encore la mise en application de cette décision. Par ailleurs, d'autres problématiques restent posées comme celle relative à l'inexistence de véritables plans d'évacuation en cas d'accident nucléaire, par exemple.

Le bourgmestre de Liège, Willy Demeyer (PS) a dit avoir été impressionné par la mobilisation de juin et par les interpellations du comédien et réalisateur Bouli Lanners, très engagé dans cette lutte<sup>19</sup>. Les élus liégeois ont dit être prêts à se lancer avec d'autres villes de l'Euregio dans une bataille juridique pour obtenir la fermeture immédiate de T2 et D3.

Depuis, dans le courant du mois de mars, les villes de Dison et de Verviers ont également voté des motions allant dans ce sens.

Rappelons d'ailleurs que la possibilité d'introduire une interpellation citoyenne, dans sa commune sur quelque sujet que ce soit, offre à chacun de nous un moyen d'agir à propos de la sortie du nucléaire<sup>20</sup>.



Photo d'une nouvelle action réclamant la fermeture des réacteurs de Tihange et Doel ce 8 juillet 2018 à Aix-la-Chapelle, réunissant 4 500 participants.

Pour conclure, je dirais que la mise en place d'une chaîne humaine tri-nationale et sur une longue distance (il n'en va pas de même pour les chaînes courtes qui peuvent même « s'improviser ») présente l'avantage de pouvoir entraîner un impact médiatique certain, mais elle demande une organisation rigoureuse et un long temps de préparation. Ce type d'action ne convient pas à une mobilisation nécessitant une réponse rapide (par exemple, pour empêcher l'expulsion d'un sans-papier...); elle convient au contraire aux mobilisations pour des combats « de longue haleine » (antinucléaire, mouvement pour la paix...). Pour qu'elles aient du poids, il est nécessaire d'essayer de mobiliser au maximum les riverains de la chaîne et les groupes locaux tout le long du parcours. Enfin, une chaîne trouve aussi son intérêt dans la symbolique des lieux reliés (il s'agit moins de battre un record de longueur que de frapper aussi par le lien entre les endroits traversés ou les points reliés).

---

#### Pour citer cet article

Marie France Deprez, « Organisation d'une chaîne humaine tri-nationale contre les réacteurs nucléaires de Tihange 2 et Doel 3 », Analyse de l'IHOES, n° 186, 16 juillet 2018, [En ligne] [http://www.ihoes.be/PDF/IHOES\\_Analyse186.pdf](http://www.ihoes.be/PDF/IHOES_Analyse186.pdf).

<sup>18</sup> Les pastilles d'iode permettent, si elles sont prises dans les conditions requises, de limiter le risque de cancer de la glande thyroïde. Elles étaient d'abord réservées aux habitants des zones à risque (dans un rayon de 30 kilomètres autour d'une centrale). Mais le périmètre a été élargi à 100 kilomètres et le territoire belge est maintenant entièrement couvert. En dehors des zones à risque, si tout le monde peut en faire la demande et les obtenir gratuitement, des groupes cibles ont été déterminés (enfants, femmes enceintes, etc.). Le ministre Jambon demande aux pharmaciens d'expliquer que ces pastilles sont inutiles pour les personnes n'appartenant pas à un groupe à risque.

<sup>19</sup> Bouli Lanners est très actif au sein du RAN (Rassemblement Anti-Nucléaire) et son engagement autour de cette question a fait l'objet de plusieurs reportages. Voir notamment : <https://tinyurl.com/ydh9blhr>.

<sup>20</sup> Les conditions varient selon les communes, mais existent dans toutes.